

Alger condamne «énergiquement»

Attentat devant l'ambassade d'Algérie à Tripoli

Page 3



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3464 - Dimanche 18 janvier 2015 - Prix : 10 DA

«Angmlu Tghiwanins»

L'association des maires est née

Page 24



Exploitation du gaz de schiste

Le mouvement de protestation prend de l'ampleur

Page 4

A courir deux lièvres à la fois...

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis et leurs alliés, tant occidentaux qu'arabes, sont directement en guerre contre l'Etat islamique, encore que ce soit seulement par la voie des airs, mais ils le sont également contre le régime syrien, sauf que c'est par procuration, à travers les forces dites modérées que compte la rébellion syrienne. Mener la guerre sur deux fronts, et contre deux ennemis en même temps, c'est un peu comme courir deux lièvres à la fois, avec au bout du compte la possibilité de n'en attraper aucun. Dans l'hommage même qu'il rendait aux victimes des dernières attaques terroristes dans Paris, François Hollande a regretté que la France n'ait pas été entendue par ses alliés lorsqu'elle-même, soutenue en cela par la Grande-Bretagne, était prête en 2013 à s'en prendre directement à l'armée syrienne dans le but déclaré de faire tomber Bachar Al Assad. La France était prête à ce moment, elle était tout à fait déterminée en effet à sauter le pas, à faire subir au régime syrien le même sort que celui qui avait été réservé au régime libyen, sauf que ce n'était pas ses moyens qu'elle comptait mettre en œuvre à cet effet mais pour l'essentiel ceux des Etats-Unis.

Suite en page 3

Face à la recrudescence de l'extrémisme

Lamamra pour des mesures arabes communes



Ph > Mehdi B./J. A.

Evoquant l'expérience de l'Algérie dans la lutte antiterroriste et l'extrémisme, visant à faire propager la modération et la tolérance, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a appelé, lors de sa participation à la réunion du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, à inclure, dans le rapport «Le phénomène du terrorisme et son impact sur la sécurité régionale arabe», des solutions aux problèmes induits par la propagation du terrorisme en Europe et l'augmentation du phénomène d'islamophobie dans ce continent.

Lire page 2

Crise au nord du Mali

L'Algérie optimiste pour un accord de paix

Page 2



Décès de l'artiste Fatiha Berber

Une icône du théâtre algérien nous quitte

Page 13

Face à la recrudescence de l'extrémisme

Lamamra pour des mesures arabes communes

■ Evoquant l'expérience de l'Algérie dans la lutte antiterroriste et l'extrémisme, visant à faire propager la modération et la tolérance, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a appelé, lors de sa participation à la réunion du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, à inclure, dans le rapport «Le phénomène du terrorisme et son impact sur la sécurité régionale arabe», des solutions aux problèmes induits par la propagation du terrorisme en Europe et l'augmentation du phénomène d'islamophobie dans ce continent.

Par Meriem Benchaouia

La montée de l'extrémisme religieux dans le monde, non seulement présente un danger et une menace pour la vie des personnes et leur sécurité, mais son ampleur est telle qu'une recrudescence sans précédent du phénomène d'islamophobie est à constater sur le continent européen. Afin de faire face à l'extrémisme sous toutes ses formes, l'Algérie appelle les pays arabes «à la prise de mesures communes». Evoquant l'expérience de l'Algérie dans la lutte antiterroriste et l'extrémisme, visant à faire propager la modération et la tolérance, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a appelé, lors de sa participation à la réunion du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, à inclure, dans le rapport «Le phénomène du terrorisme et son impact sur la sécurité régionale arabe», des solutions aux problèmes induits par la propagation du terrorisme en Europe et l'augmentation du phénomène d'islamophobie dans ce continent. Pour le chef de file de la diplomatie algérienne, ce rapport est «prometteur» mais reste incomplet et doit être enrichi, soulignant la nécessité de condamner le terrorisme et de prendre des mesures de prévention contre l'extrémisme, tout en appelant les partenaires euro-



Ph/E. Soraya/J.A.

péens à «respecter l'identité des communautés arabes, tenues à leur tour de respecter les lois des pays d'accueil». «La lutte contre l'extrémisme en Europe doit tenir compte de la nécessité de garantir la dignité et la protection des communautés arabes, à leur tête la communauté algérienne résidant en Europe», a-t-il affirmé. «Tout en rappelant la nécessité pour les ressortissants algériens

et ceux d'origine algérienne de respecter les lois des pays hôtes, nous insistons également sur l'impératif respect des droits de ces derniers, y compris leur droit de préserver et de défendre leur identité», a expliqué le chef de la diplomatie algérienne. «Cette position ferme dans la politique de l'Algérie et dans ses relations avec ses partenaires européens est partagée par les pays arabes

frères qui se joignent à nous pour lancer ce message à l'adresse de l'Europe», a souligné M. Lamamra, appelant par là même à «faire front uni contre les attaques irresponsables et inacceptables contre le Prophète Mohamed (QSSSL) par des moyens civilisés, basés sur la rigueur et le respect mutuel des symboles et convictions de toutes les parties, à leur tête nos

convictions fortement ancrées quant à la pertinence des préceptes de notre religion». M. Lamamra a mis en avant l'expérience algérienne en matière de lutte antiterroriste, une expérience qui constitue, a-t-il dit, «un modèle à méditer». «L'Algérie jouit d'une expérience pionnière en matière de lutte contre l'extrémisme, laquelle ne se limite pas seulement au volet militaire, mais touche aussi les aspects politique, culturel, religieux, pédagogique et éthique», a poursuivi le ministre, précisant qu'«il s'agit d'une méthodologie intégrée et constructive que l'Algérie a adoptée depuis qu'elle a été frappée par le phénomène du terrorisme, étranger à la société algérienne». «Coopérer avec ces pays partant de l'intérêt commun, c'est aussi défendre la majorité écrasante de notre communauté en Europe, laquelle demeure attachée à sa religion et à son identité tout en respectant les lois des pays d'accueil». Concernant les craintes quant à d'éventuelles représailles susceptibles de faire pression sur les membres de la communauté musulmane en Europe, le chef de la diplomatie algérienne a indiqué que l'Algérie «ne saurait soutenir des mesures qui seraient arbitraires, mais reconnaît toutefois aux Etats le droit de promulguer les lois qu'ils jugent les plus à même de préserver leur sécurité».

M. B.

Crise au nord du Mali

L'Algérie optimiste pour un accord de paix

Les pourparlers intermaliens inclusifs de paix doivent reprendre début février à Alger.

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a réitéré, hier, l'engagement de l'Algérie à poursuivre ses efforts au sein de l'équipe de médiation pour le règlement de la crise au nord du Mali pour parvenir à un accord définitif lors du prochain round du dialogue.

«Nous travaillons avec toutes les parties et avec nos amis au sein de l'équipe de médiation en vue de parvenir à un accord définitif lors du prochain round», a indiqué Lamamra, au terme d'une rencontre avec la coordination des parties au dialogue pour le règlement de la crise au nord du Mali au siège du MAE.

«Nous souhaitons cela et nous travaillons bien sûr avec tous nos frères ainsi que l'ensemble des délégations pour atteindre cet objectif car nous ne voulons pas que le statu quo persiste», a-t-il ajouté. «Il y a des actes terroristes, de l'instabilité et une grande souffrance de citoyens innocents», a-t-il poursuivi, relevant que la «situation prévalant actuellement profite aux mouvements terroristes pour semer l'anarchie, l'instabilité et la violence».

Souhaitant, dans le même contexte, que la solution qui permettra de «surpasser ces aspects négatifs passait par un accord politique global (entre toutes les parties)», Lamamra s'est dit optimiste

quant à l'aboutissement de cet «accord en faveur de la réconciliation et du rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région (nord du Mali)». Le dialogue intermaliens, lancé en juillet 2014 à Alger, est passé par quatre rounds sous la conduite d'une médiation internationale menée par l'Algérie.

La conclusion d'un accord de paix au Mali reste une priorité pour le gouvernement malien qui a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à faire pression sur les mouvements armés à s'impliquer davantage lors du prochain round de négociations intermaliennes, prévu en février à Alger.

«A la veille de la reprise des pourparlers d'Alger, je voudrais demander aux membres du Conseil qui en ont les moyens d'exercer les pressions nécessaires pour amener les premiers responsables des mouvements armés à s'impliquer personnellement dans le processus d'Alger», a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, mardi soir devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

«Nous ne sommes pas loin de la conclusion d'un accord mais rien n'est acquis», a estimé devant la presse le ministre malien. Pour sa part, le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, a affirmé mardi que le dialogue inclusif



Ph/D. R.

intermaliens «est à un stade crucial», soulignant que «les progrès sont pour l'heure assez modestes». Suite à une série d'incidents distincts dans le nord du pays, Ladsous a qualifié la situation sécuritaire dans le nord du Mali de «volatile». «Cette volatilité constitue une entrave au renforcement des droits de l'Homme, à la fourniture de l'aide humanitaire et la promotion du développement du pays», a-t-il jugé. Notons que l'Organisation des Nations unies (ONU) est partie prenante dans le processus des négociations pour le règlement de la crise dans le nord du Mali, aux

côtés de l'Union africaine (UA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union européenne (UE), l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et les pays de la région du Sahel. Un projet d'«accord de paix et de réconciliation» a été remis aux différentes parties maliennes.

Le gouvernement malien explique que le projet d'accord fera objet d'un examen minutieux de la part des experts de chaque partie avant d'être amendé lors de la reprise des négociations.

Yazid Madi

Alger condamne «énergiquement»

Attentat devant l'ambassade d'Algérie à Tripoli

■ L'Algérie qui est engagée dans un processus de paix en Libye avec le lancement d'un dialogue entre les frères libyens se trouve affrontée à la montée de la violence de ce pays voisin par un attentat à la voiture piégée perpétré hier devant le portail de l'ambassade algérienne à Tripoli.

Par Nacera Chennafi

Une voiture piégée a explosé hier devant l'ambassade d'Algérie à Tripoli faisant deux blessés parmi le personnel de sécurité selon une source sécuritaire libyenne. Les deux victimes, dont «l'état n'est pas alarmant», ont été vite transportées à l'hôpital de la capitale. Selon la même source, les forces de sécurité se sont déployées dans le périmètre de l'ambassade et informé les parties concernées de l'incident. Il est à savoir que le personnel de l'ambassade algérienne a été évacué depuis quelques mois pour des raisons sécuritaires. Dans sa première réaction à cet attentat, Alger condamne : «Nous condamnons énergiquement tout acte attentatoire à l'ambassade d'Algérie ou aux autres postes diplomatiques algériens en Libye et ailleurs», a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra en marge d'une rencontre avec la coordination des parties au dialogue pour le règlement de la crise malienne au siège du MAE.

Le chef de la diplomatie algérienne a tenu à rappeler que «tout attentat ciblant un poste diplomatique est un crime au regard du Droit international». S'agissant de la Libye, Lamamra a souligné que l'Algérie est engagée dans «un processus de facilitation pour amener les frères (libyens) à adopter la voie du dialogue et de la réconciliation dans la perspective d'une solutions globale et unificatrice». Il a également réaffirmé le soutien au



dialogue inter-libyen soulignant que l'Algérie se félicitait des avancées réalisées à Genève sous l'égide des Nations unies. «Nous souhaitons que l'adhésion à cette dynamique se généralise et que les hostilités cessent afin qu'il soit possible de former un gouvernement», a soutenu Lamamra ajoutant que l'Algérie persévérera dans ce devoir (facilitation du dialogue inter-libyen). «C'est non seulement un devoir envers le peuple libyen frère mais aussi une obligation dans le cadre des exigences de paix et de stabilité dans notre région», a renchéri le MAE.

Il est à noter que la Libye est en proie à des violences depuis 2011, année de la chute de Mouammar al Gueddafi. Depuis, c'est le chaos sécuritaire et à l'anarchie institutionnelle qui règnent en Libye depuis la chute

de Maamar El-Gueddafi en octobre 2011. Aujourd'hui, le pays est passé sous la coupe de milices d'ex-rebelles qui se disputent les territoires de ce pays et la manne pétrolière. La situation s'est aggravée ces derniers mois avec deux gouvernements et deux Parlements parallèles, et les deux plus grandes villes du pays, Tripoli et Benghazi (est), sont tombées entièrement ou partiellement aux mains de milices. Cette situation est une menace pour la sécurité de plusieurs pays de la région et les frontières est de l'Algérie. Malgré cette situation, des négociations ont eu lieu mercredi et jeudi à Genève sous l'égide de la Misnul (la force des Nations unies pour la Libye), afin de tenter de rapprocher les parties au conflit pour sortir ce pays du chaos. Les négociateurs ont annoncé

vendredi dernier qu'ils étaient tombés d'accord sur un agenda avec l'ambition de «parvenir à un accord pour former un gouvernement d'unité consensuel» et appelé «toutes les parties à cesser les hostilités pour créer un environnement positif pour le dialogue». Une nouvelle réunion est prévue la semaine prochaine à Genève, probablement mardi.

Le pays est dirigé par deux Parlements et deux gouvernements, l'un proche des milices islamistes et l'autre reconnu par la communauté internationale qui se disputent le pouvoir. D'autre part et face à la recrudescence des mouvements extrémistes partout dans le monde, l'Algérie a appelé les pays arabes «à la prise de mesures communes».

N. C.

— Tout en exhortant les parties prenantes à mettre fin aux violences —

L'UA se félicite de la tenue du dialogue politique inter-libyen

L'Union africaine (UA) se félicite de la tenue à Genève du premier round du dialogue politique inter-libyen et «encourage toutes les parties prenantes libyennes concernées à faire montre de l'esprit de compromis pour mettre fin aux violences et réaliser la réconciliation nationale», indique un communiqué de presse de l'UA publié samedi à Addis Abeba. Dans le communiqué, la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, «se félicite de la tenue à Genève les 14 et 15 janvier, sous les auspices de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), du premier round du dialogue politique inter-libyen visant à faciliter le règlement de la crise multidimensionnelle» que connaît ce pays. Réitérant le soutien de l'UA aux efforts du représentant spécial des Nations unies du secrétaire général des Nations unies en Libye, Bernardino Leon, la présidente de la Commission de l'UA «exhorte les parties prenantes libyennes à faire montre de l'engagement politique et de l'esprit de compromis requis pour mettre fin à la violence actuelle, parachever la transition en cours et réaliser la réconciliation nationale». Elle réitère «la conviction de l'UA qu'il ne peut

avoir de solution militaire à la crise actuelle en Libye. Elle attend avec intérêt la tenue, comme prévu d'un nouveau cycle de dialogue la semaine prochaine, à Genève, et «encourage toutes les parties prenantes libyennes concernées à participer aux pourparlers envisagés la semaine prochaine». Toujours dans le communiqué, la présidente de la Commission réitère l'engagement de l'organisation panafricaine à «contribuer de toutes les manières possibles à la recherche d'une solution durable» à la crise en Libye. A cet égard, la commission est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation, le 28 janvier 2015 à Addis Abeba, de la deuxième réunion au niveau ministériel, du Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L), qui a été créé par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA lors de sa 459^e réunion, tenue à New York, le 23 septembre 2014, poursuit le communiqué. Sur la base des conclusions de la réunion inaugurale du GIC-L, qui a eu lieu à Addis Abeba, le 2 décembre 2014, cette deuxième rencontre sera l'occasion d'examiner la situation qui prévaut en Libye, ainsi que les efforts internationaux et régionaux visant à

relever les défis de l'heure et de déterminer la voie à suivre, ajoute le texte. La présidente de la Commission de l'UA saisit cette occasion pour réitérer l'appréciation de l'UA aux pays de la région pour leurs efforts soutenus et de leur engagement. Elle souligne l'importance cruciale que revêt leur implication continue, relevant que leur profonde connaissance de la situation les met en position de contribuer efficacement à l'émergence d'un consensus libyen et au règlement durable de la crise actuelle, conclut le communiqué de l'UA. La rencontre des parties libyennes, du 14 au 15 janvier à Genève, sous les auspices de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a permis de dégager un accord sur un agenda en vue de former un gouvernement d'unité nationale. L'objectif de cette réunion est de tenter de sortir la Libye du chaos dans lequel elle s'est enfoncée depuis la chute de l'ancien régime de Maamar El Gueddafi en octobre 2011. Des représentants de groupes armés, non présents à Genève, doivent se décider d'ici la semaine prochaine s'ils veulent rejoindre ou pas la table des négociations. Safy T./APS

LA QUESTION DU JOUR

A courir deux lièvres à la fois...

Suite de la page une

En Libye aussi, la France a agi, si l'on peut dire, par l'intermédiaire des Etats-Unis, avec les conséquences que l'on sait. Quand on n'a pas les moyens de sa politique, il est quelque peu dérisoire de se montrer plus radical, plus va-t-en-guerre que ceux de ses partenaires qui eux par contre en disposent, et qui cependant font preuve de beaucoup plus de prudence. De même que si en l'occurrence ils n'étaient pas tout à fait certains que faire tomber le régime syrien soit la meilleure façon d'éliminer la menace représentée par Daech, et par la mouvance jihadiste dans son ensemble, les attentats de Paris ayant montré combien Al-Qaïda demeurerait elle aussi active et dangereuse. Il faut d'ailleurs noter que ces attaques ont conduit au renforcement de la coopération américano-britannique en matière de lutte antiterroriste, pas supplémentaire accompli lors d'un sommet à Washington réunissant Barack Obama et David Cameron, et auquel François Hollande n'a pas été convié. Les attentats de Paris, et d'une façon plus générale, la vague de terreur apparue ces derniers temps en Europe, sont des sous-produits du terrorisme qui sévit en Syrie et en Irak. L'Etat islamique ne serait pas monté en puissance, au point de se tailler un califat dans la région, sans le conflit syrien, et si le printemps arabe n'avait pas vu le jour. En annonçant l'ouverture de camps d'entraînement pour l'opposition modérée syrienne en Arabie saoudite, en Turquie et au Qatar, les Américains apportent la preuve qu'ils n'ont pas changé d'optique, qu'ils continuent de tendre vers deux objectifs contradictoires, impossibles à mener de front sauf à vouloir à tout prix affaiblir davantage les Etats de la région au plus grand bénéfice de la mouvance terroriste. Et puis, franchement, qu'est-ce que les militaires américains peuvent bien apprendre à des opposants modérés, à supposer que ce qualificatif ait un sens, en activité depuis maintenant des mois à la fois contre l'armée syrienne et contre les groupes terroristes. C'est aux soldats américains de se laisser instruire par eux, non l'inverse. Ils ne peuvent être de toute façon utiles à la coalition que dans le cas où celle-ci en vienne à attaquer directement l'armée syrienne, en vue de la détruire. Ce n'est que dans ce scénario peu, d'ailleurs probable, que le besoin se fera sentir d'une force sur le sol chargée de prendre le contrôle du terrain conquis au fur et à mesure sur l'armée syrienne, de crainte qu'il ne soit aussitôt occupé par les groupes terroristes. Dans tout autre cas de figure, cette force modérée ne servira à rien, sinon à la propagande. M. H.

Sinistrés

Relogement des familles des chalets

«Les orangers»

L'opération se poursuit et se déroule dans de bonnes conditions, a indiqué le chef de la daïra de Boumerdès, Ali Benaïche. En effet, dans la matinée d'hier, 40 familles résidant au site des chalets dit «Les orangers» ont été relogées au niveau d'une cité mitoyenne. L'opération a été effectuée en la présence des gendarmes de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale, renforcés par un escadron d'intervention dudit corps et de deux autres sections de sécurité et d'intervention du groupement territorial de Boumerdès qui ont été dépêchés sur les lieux sur réquisition du wali afin d'assister les autorités administratives quant au bon déroulement de l'opération. Cette dernière a été planifiée après celle du relogement de 24 familles du site des chalets «Derriche» relevant de la même daïra et qui entre dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et le relogement des familles résidant dans des chalets dont l'état est en nette dégradation, a-t-il ajouté. Ces derniers, a rappelé, Ali Benaïche ont bénéficié de logements décentes au quartier des 280 logements Les vergers dit «Tchina», au chef-lieu de wilaya.

A. Kichni

Routes

Huit blessés dans une collision entre deux véhicules

HUIT personnes ont été blessées à des degrés différents de gravité dans une collision entre deux véhicules survenue hier à Lazharia (Tissemsilt), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit à Bab Guebli sur la route nationale (RN 19), lorsqu'un taxi transportant sept personnes est entré en collision avec un véhicule touristique, faisant huit blessés, a-t-on indiqué. Les agents de la Protection civile ont transporté les blessés, dont trois graves, à la polyclinique de Lazharia et aux urgences médicales de l'Etablissement public hospitalier de Bordj Bounaâma.

Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

R. N.

Exploitation du gaz de schiste

Le mouvement de protestation prend de l'ampleur

■ L'élan de soutien au front anti-gaz de schiste se répand telle une traînée de poudre, peut-on constater. D'ailleurs, alors que la protestation se poursuit à In Salah, wilaya de Tamanrasset, des dizaines de citoyens ont observé, hier samedi, un sit-in pacifique dans la ville de Laghouat.

Par Massinissa Benlakehal

Le Collectif «Non à l'exploitation du gaz de schiste en Algérie» a lancé, hier, un appel à moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste dans le pays.

Jour après jour, le mouvement de protestation contre l'exploitation du gaz de schiste prend de l'ampleur dans plusieurs régions du pays, à l'instar des villes d'In Salah, Adrar, Ghardaïa, Ouargla et Djinet.

L'élan de soutien au front anti-gaz de schiste se répand telle une traînée de poudre, peut-on constater. D'ailleurs, alors que la protestation se poursuit à In Salah, wilaya de Tamanrasset, des dizaines de citoyens ont observé, hier samedi, un sit-in pacifique dans la ville de Laghouat, a rapporté l'agence APS. Les protestataires, dont des étudiants issus de wilayas du Grand Sud algérien, a-t-on indiqué de même source, ont hissé des banderoles pour affirmer leur opposition à l'exploitation de cette énergie dans le sud du pays et sur lesquelles était écrit notamment «Non au gaz de schiste» et «Non à la contamination des eaux au Sud».

Contrairement à ce dernier, le rassemblement devant avoir lieu à Alger, hier matin, a été empêché alors que les protestataires se regroupaient au niveau du jardin Khemisti, à la Grande Poste, au centre-ville. La police a procé-



dé à plusieurs interpellations.

Dans une communication adressée à notre rédaction, le collectif estime que «l'Algérie est à un tournant décisif de son histoire, celui de la deuxième indépendance, économique celle-là, qui risque d'être compromise par des décisions précipitées et pas assez concertées». Selon le collectif, «(...) il est de plus en plus établi que l'investissement dans

les gaz de schiste ne soit pas rentable et a créé une véritable bulle spéculative». Et d'ajouter qu'«il est important de signaler que les coûts secondaires à l'impact sur la santé et l'environnement ne sont toujours pas intégrés dans l'investissement».

Il met en relief certains points essentiels, dont la nécessité d'un moratoire en attendant, précise-t-on, «des process plus respec-

tueux de l'environnement et de la biodiversité et rentables économiquement». En second point il est souligné «l'urgence de réactiver le Conseil national de l'énergie», appelant à l'impulsion d'un «débat national serein sur l'avenir économique et énergétique de l'Algérie, impliquant tous les acteurs de la société algérienne dans la transparence la plus totale».

M. B.

Lutte contre la criminalité

Démantèlement de réseaux de trafic

Malgré le renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières, la contrebande et le trafic en tout genre, notamment celui des armes, demeure un fléau les plus alarmants qui posent un défi sécuritaire à l'Algérie, souvent à l'intérieur du pays, loin des frontières. Dernier en date, le démantèlement à Jijel d'un réseau de trafiquants d'armes et de munitions par des éléments de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Jijel qui ont mis fin aux activités de ce réseau. Selon des renseignements, les agents de la BRI ont procédé à l'arrestation de trois individus, âgés entre 32 et 60 ans, qui se livraient à la vente illégale d'armes et de munitions. Lors de la perquisition du domicile de l'un d'eux, les policiers ont découvert un atelier de fabrication artisanale d'armes à feu et mis la main sur trois fusils de chasse de marque Oscar et une importante quantité



de munitions (cartouches de calibres 12 et 16 mm, capsules, poudre noire) et divers équipements. Deux parmi ces individus ont été présentés devant la justice et écroués, tandis que le troisième complice a été placé sous

contrôle judiciaire. Par ailleurs, hier à Tamanrasset une tentative de contrebande d'une importante quantité de carburant a été mise en échec par un détachement de l'Armée nationale populaire. Lundi dernier, les forces de

sûreté ont démantelé un réseau international spécialisé dans le trafic d'armes, opérant en Algérie, Tunisie et en Italie. En outre, les forces de la Sûreté nationale ont saisi, pendant l'opération, plus de 1 000 cartouches dans la ville de Tébessa, près des frontières avec la Tunisie. Les unités de la gendarmerie ont saisi plus de 74 kg d'or en provenance des frontières tunisiennes et arrêté deux personnes impliquées dans cette affaire.

Contrebande et trafic d'armes sont des crimes qui menacent la sécurité de l'Algérie. Ce phénomène est en train de se développer, nourri par la propagation du terrorisme transnational. Des mesures de lutte et de vigilance sont mises en place par les forces de sécurité algériennes afin de mettre un terme à ce phénomène, mais la criminalité ne cesse de se propager en Algérie.

Sarah Harchaou

Nouri a présenté à Berlin les programmes d'appui au secteur

L'agriculture emploie plus de 2,5 millions de personnes

■ Les programmes d'intensification soutenue des productions des principales filières agricoles ont permis à l'agriculture algérienne de connaître un taux de croissance de 13%, de participer au Produit intérieur brut à hauteur de 10% et d'employer plus de 2,5 millions de personnes.



Par Tarek H.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri, a présenté, lors d'un forum à Berlin (Allemagne), les résultats des programmes d'appui à l'agriculture en Algérie à travers le taux de croissance de ce secteur, sa part dans le PIB et son impact sur l'emploi. «Les programmes d'intensification soutenue des

productions des principales filières agricoles ont permis à l'agriculture algérienne de connaître un taux de croissance de 13%, de participer au Produit intérieur brut à hauteur de 10% et d'employer plus de 2,5 millions de personnes», a souligné le ministre lors de son discours au Forum mondial pour l'alimentation et l'Agriculture (GFFA), tenu du 15 au 17 janvier à Berlin. Nouri a également précisé que

l'Algérie assurait actuellement la couverture de ses besoins à hauteur de 72% grâce à ces mêmes programmes, indique le ministre dans son communiqué. Abordant la hausse de la demande nationale en denrées alimentaires, qui est, selon lui, une réalité en Algérie comme partout dans le monde, le ministre a indiqué qu'elle était, certes, liée à l'augmentation de la population, dont l'accroissement naturel est

de 2,07%, mais qu'elle s'explique davantage par l'amélioration «importante» du niveau de vie et des revenus et à la diversification du régime alimentaire. Selon lui, la disponibilité alimentaire est aujourd'hui de 3 500 kg/calories en Algérie, ce qui se situe «largement au dessus» du niveau préconisé par les institutions internationales spécialisées. S'agissant du développement des territoires ruraux dans la perspective d'une meilleure intégration à l'économie nationale, M. Nouri a noté que des programmes «ambitieux» avaient couvert l'ensemble des régions du pays, permettant d'atteindre un taux de 99% de raccordement de ces territoires en énergie électrique et leur désenclavement pour faciliter aux paysans l'accès à leurs exploitations et leur assurer les meilleures conditions de stabilité. Dans le même registre, M. Nouri a aussi cité la réalisation de milliers de logements ruraux, de la construction d'établissements scolaires et d'unités de santé publique dans les villages les plus reculés, du raccordement de ces populations au gaz naturel, à l'eau potable et à l'assainissement. Le ministre a expliqué, dans son discours, que l'Algérie œuvrait de plus en plus à la promotion d'un développement agricole et rural puissamment sous-tendu par l'économie

fondée sur la connaissance de la biodiversité et des ressources naturelles (sol et eau), des territoires ruraux et de leurs populations et celle des marchés agricoles. Dans cette perspective, a-t-il soutenu, les moyens satellitaires font partie des outils utilisés par l'Algérie en matière de lutte contre la désertification et les feux de forêt et dans le suivi des rendements des productions agricoles, ce qui a permis à cette expérience capitalisée par le pays d'être érigée, par le Secrétariat exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (Unccd), en modèle à valoriser et à généraliser. En matière de développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, M. Nouri a noté que l'Algérie construisait également une base industrielle qui lui permet de s'engager dans une transition énergétique qui s'impose de plus en plus. Dans son intervention, le ministre s'est également exprimé sur la sécurité alimentaire mondiale, en espérant que l'accroissement de la demande mondiale en denrées alimentaires soit accompagnée d'une offre alimentaire conséquente, qui évitera les pratiques spéculatives et la volatilité des prix qui mèneront, a-t-il avisé, à une nouvelle crise alimentaire, à de nouvelles tragédies humaines et à une instabilité politique hautement préjudiciable à la sécurité et à la stabilité internationales.

K. B. /APS

Aviation civile

Un projet de loi pour améliorer la sécurité aérienne

Ce texte modifie et complète la loi de 1998 relative à l'aviation civile afin de s'adapter aux mutations qu'a connues ce secteur ces dernières années, et de se conformer aux nouvelles exigences de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), indiquent les motifs de ce texte dont l'APS a obtenu une copie. Dans ce sens, il introduit plusieurs amendements et mesures afin de lutter contre les actes illicites dirigés contre l'aviation civile et de prévenir les accidents et incidents d'aéronefs. Dans ce cadre, le texte prévoit l'élaboration d'un Programme national de sûreté de l'aviation civile (Pnsac) englobant l'ensemble des mesures nécessaires pour assurer la protection de l'aviation civile contre les actes d'intervention illicites. La création d'un Comité national de sûreté de l'aviation civile et des comités locaux de sûreté des aéroports figure parmi les principales mesures envisagées par le Pnsac. En outre, le projet de loi envisage d'élaborer un Programme national de sécurité de l'aviation civile (PNS) pour améliorer la sécurité conformément aux normes et standards de l'Oaci en matière de gestion de la sécurité par l'Etat. Sur un autre plan, le nouveau texte inclut des

articles pour compléter les dispositions relatives aux accidents et incidents d'aéronefs par l'introduction de «la notion d'incident grave», qui doit faire l'objet d'une enquête technique effectuée par un organisme permanent ou un organisme «ad hoc». Cette enquête pourrait être engagée lors des incidents d'aéronefs, si l'autorité chargée de l'aviation civile ou l'organisme d'enquête l'estime nécessaire. L'enquête technique «relève de la compétence de l'Etat algérien pour les accidents et incidents graves d'aéronefs survenus sur le territoire national, dans l'espace aérien algérien ou confié à l'Algérie par l'Oaci», note le projet. Cette enquête relève aussi de la compétence de l'Etat algérien si l'accident ou l'incident concerne un aéronef immatriculé en Algérie, exploité par une personne morale installée en Algérie ou si l'Etat d'occurrence n'ouvre pas d'enquête technique. Néanmoins, l'Etat algérien peut déléguer à un organisme d'enquête d'Etat étranger la réalisation de tout ou partie d'une enquête technique qui relève de sa compétence, comme il peut accepter la délégation par un Etat étranger de la réalisation de tout ou partie d'une enquête technique qui relève de la com-

pétence de cet Etat, prévoit le projet. Pour les concepteurs de ce texte, cette enquête a pour objet principal la collecte et l'analyse des renseignements utiles afin de déterminer les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident ainsi que l'établissement des recommandations de sécurité mais elle ne vise nullement la détermination des fautes ou des responsabilités, précise le projet de loi. «L'organisme d'enquête agit en toute indépendance et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité dont les intérêts pourraient entrer en conflit avec sa mission», ajoute le texte.

De nouveaux droits pour les passagers

Par ailleurs, le projet de loi contient des amendements qui visent à améliorer la qualité des services dans les aéroports à travers l'octroi de nouveaux droits pour les passagers du transport aérien public, notamment dans les cas d'un refus d'embarquement, d'annulation de leur vol ou de vol retardé. Les principales mesures prévoient qu'en cas de refus d'embarquement contre leur volonté, d'annulation de leur vol ou de vol retardé, les passagers bénéficient d'une informa-

tion, d'une indemnisation et d'une assistance adaptées aux inconvénients résultant de ces situations. Les voyageurs ont également le droit d'être informés de l'identité du ou des transporteurs aériens qui assurent les vols concernés. Pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, le projet de loi interdit à toute entreprise de transport aérien public de refuser une réservation à ces personnes sauf dans des cas précis relatifs aux exigences de sécurité ou à l'impossibilité de transporter la personne handicapée. L'introduction du concept de billet électronique est parmi les mesures introduites dans ce projet pour moderniser le secteur et améliorer la qualité des services aux passagers. Aussi, et contrairement à la loi actuelle qui fixe les tarifs internationaux de transport aérien public selon les accords bilatéraux, ces tarifs seront établis, en vertu du projet de loi, conformément aux règles sur la concurrence et aux accords internationaux bilatéraux et multilatéraux signés par l'Algérie. Le nouveau texte consacre aussi le principe de la limitation de la nuisance sonore et l'émission de gaz des aéronefs qui seront soumis au contrôle de l'autorité chargée de l'aviation civile.

Tarek L.

Encouragé par l'AIE Le pétrole rebondit fortement à New York

LES PRIX du pétrole ont rebondi vendredi, achevant une semaine très agitée sur une note d'optimisme après la parution d'un rapport jugé encourageant de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en février a monté de 2,44 dollars à 48,69 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). «On profite d'un rapport publié aujourd'hui par l'AIE, qui a réduit de 350 000 barils par jour sa prévision sur la production» pour les pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en 2015 «et annoncé une hausse des prix lors de la seconde moitié de l'année», a rapporté Bob Yawger de Mizuho Securities. Sur la demande, l'AIE a maintenu en l'état de ses prévisions et prévenu que la chute des cours ne serait pas suffisante pour relancer la consommation dans un contexte économique peu dynamique.

R.E.

Boumerdès

Des lignes téléphoniques et Internet au profit des régions rurales

■ Un communiqué de la direction d'Algérie Télécom indique que pour une meilleure prestation les lignes sont raccordées au réseau de la téléphonie fixe et internet haut débit à partir d'un réseau lié au MSAN (Multi-service Access Node).

Par A.Kichni

Dans le cadre du développement du secteur des télécommunications, la direction d'Algérie Télécom de Boumerdès a procédé au raccordement de plusieurs localités, des villages enclavés et des quartiers régions démunies à la téléphonie fixe et Internet.

Près de 2 500 lignes téléphoniques ont été installées, dont 500 lignes au village de Talakoufi à Naciria, 500 lignes à Tizi El Bir dans la commune de Chabet El Aneur, 144 lignes au quartier de Aoudia à Corso, 250 lignes au village de Benyounés à Zemmouri, 500 lignes au village de Takdempt relevant de la commune de Dellys et 500 autres au village agricole de Sahel Bouberak dépendant de la commune de Sidi Daoud.

Un communiqué de la direction d'Algérie Télécom indique que pour une meilleure prestation les lignes sont raccordées au réseau de la téléphonie fixe et internet haut débit à partir d'un réseau lié au MSAN (Multi-service Access Node), un équipement moderne avec des débits plus élevés et intégrant l'ADSL et la voix ainsi que certains services comme la visio-phonie.

Cette opération de désenclavement des régions, notamment rurales, entre dans le cadre de la politique du secteur qui consiste à lier toutes les régions et les villages de plus de 1 000 habitants. Pour le premier responsable du secteur, l'objectif est d'accroître l'offre de services téléphoniques et faciliter l'accès aux services de télécommunications au plus



Ph. : DR

grand nombre d'utilisateurs, plus particulièrement les zones rurales. Notre interlocuteur n'a pas manqué de signaler que des projets sont en cours de

réalisation et d'autres sont à l'étude. Pour lui, chaque citoyen ouvre droit à cet avantage de la communication des temps modernes. **A.K.**

Ouargla

Plus de 600 apprentis en formation dans le secteur pétrolier

«L'ouverture de cinq nouvelles spécialités, de techniciens et techniciens supérieurs, dans les activités liées aux hydrocarbures, au niveau des établissements de la formation de la wilaya de Ouargla a conduit à l'augmentation du nombre d'apprentis», a indiqué Zaki Riabi, sous-directeur au ministère, à l'ouverture des travaux d'une conférence régionale sud-est, en prévision des prochaines assises nationales du secteur.

Faisant partie d'une série de rencontres régionales tenues à Annaba, Sétif, Médéa, Sidi Bel-Abbès et Alger, cette conférence, qui couronne les rencontres locales des 24 et 25 décembre derniers à travers différentes régions du pays, est consacrée à l'examen des contraintes entravant la stratégie de développement du secteur, a expliqué M. Riabi.

Les rencontres régionales, a-t-il ajouté, ont été mises à profit pour émettre une série

de suggestions «constructives», susceptibles de permettre de développer le système de la formation et de l'enseignement professionnels.

Cette conférence de deux jours a donné lieu à la mise en place d'ateliers chargés d'enrichir des thèmes liés à la prévoyance et l'accompagnement des mutations économiques, à la situation et les perspectives du processus de la formation et de l'enseignement professionnels, ainsi qu'aux plans de formation et de qualification des compétences, ont indiqué les organisateurs.

Les assises nationales du secteur de la formation professionnelle, deuxième du genre, visent, entre autres objectifs, à asseoir une stratégie renouvelée pour la promotion du système de formation, avec le concours des entreprises économiques, publiques et privées, le patronat, les chambres professionnelles, les dispositifs d'emploi de jeunes et autres partenaires.

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie de formation, au titre de l'actuel programme quinquennal de développement (2015/2019), l'application des plans d'action du secteur, l'examen préliminaire de la situation socio-économique du marché de l'emploi et du travail dans le pays, à travers une gestion rationnelle des problèmes d'orientation des jeunes, font partie des objectifs assignés aux prochaines assises, a-t-on indiqué.

Cette conférence, qui sera sanctionnée par des recommandations à soulever à la prochaine conférence nationale préparatoire (Alger, 3-5 février 2015), se déroule en présence de cadres centraux du secteur de la formation, des directeurs des établissements de la formation et des directeurs du secteur au niveau de six wilayas du sud-est du pays (Adrar, Ghardaïa, Tamanrasset, Illizi, El-Oued et Ouargla).

Samir H.

El-Bayadh

Les structures de la gendarmerie seront renforcées

Les structures de la Gendarmerie nationale (GN) seront renforcées par la mise en place, cette année, d'un groupe d'intervention à Bougtob et d'une brigade territoriale à El-Benoud, a-t-on appris auprès du groupement de wilaya de cette institution sécuritaire.

Ces structures, dont les travaux de réalisation sont à un stade «avancé» et qui sont inscrites au titre du programme quinquennal de développement 2010-2014, devront être mises en exploitation avant la fin de l'année en cours, a révélé le commandant du groupement territorial de gendarmerie de la wilaya, le lieutenant-colonel Yacine

Azizi.

Les services de la GN dans la wilaya d'El-Bayadh vont renforcer leur présence sur le terrain par plusieurs structures actuellement en réalisation, à l'instar de deux brigades territoriales dans les communes de Sidi-Taïfour et El-Mohra, une brigade de sécurité routière dans celle de Bougtob, en plus d'un nouveau siège du groupement territorial de wilaya implanté à la sortie Est du chef-lieu de wilaya, a ajouté le même responsable.

Les services de gendarmerie sont présents au niveau de 14 des 22 communes que compte la wilaya, à travers des groupe-

ments territoriaux, et les efforts se poursuivent pour achever l'opération de déploiement de ce corps sécuritaire, et cela sur différents programmes de développement.

Les services de la GN ont été renforcés, en décembre dernier, par une brigade de recherche et une section de sécurité et d'intervention, visant la promotion des activités de ce corps de sécurité et le renforcement de ses capacités opérationnelles en matière de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, a indiqué le commandant du groupement de la GN de la wilaya d'El-Bayadh.

Mehdi A.

Aïn Defla Un mort et six blessés dans un accident de la route

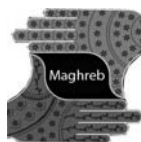
UNE PERSONNE a trouvé la mort et six autres ont été grièvement blessées, vendredi matin, dans un accident de la route survenu sur l'autoroute Est-Ouest, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit Abdesselam, dans la commune de Hoceinia, lorsque deux véhicules particuliers, roulant en sens inverse, sont entrés en collision, causant le décès d'une personne âgée de 57 ans et des blessures graves à 6 autres, a indiqué la même source. Trois ambulances, un camion et 15 éléments de la Protection civile ont été mobilisés pour secourir les blessés, a précisé la même source, qui fait état de l'évacuation de la dépouille de la victime vers l'hôpital de Khemis Miliana. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de l'accident, a-t-on souligné.

Mounir D.

Mostaganem Le siège de la daïra de Sidi Lakhdar saccagé

DOUZE JEUNES ont été placés mercredi soir en détention provisoire à la suite d'actes de saccage du siège de la daïra de Sidi Lakhdar (wilaya de Mostaganem), a-t-on appris jeudi de source sécuritaire. En outre, 21 sur les 36 personnes arrêtées dans ces troubles ont été placées sous contrôle judiciaire et trois autres ont été désignées comme témoins, a ajouté la même source qui a indiqué que les charges retenues contre les mis en cause sont «l'attroupement, troubles à l'ordre public et destruction de biens publics». D'autre part, les incidents ont fait 46 blessés entre agents de police et protestataires, a-t-on relevé. Le calme est revenu jeudi à Sidi Lakhdar suite au déploiement des forces anti-émeutes. Toutes les structures publiques dans la daïra sont sous surveillance. Le siège de la daïra de Sidi Lakhdar a été saccagé mercredi par plus de 500 protestataires contre le transfert d'une structure de Sonelgaz et du centre de proximité des impôts à la daïra de Sidi Ali. Ils se sont introduits à l'intérieur du siège de la daïra et ont détruit le mobilier de bureaux et brûlé des documents et deux véhicules. Les forces de police sont intervenues pour disperser les protestataires en utilisant des bombes lacrymogènes. Les protestataires, qui ont fermé les sièges de l'APC et la daïra de Sidi Lakhdar, revendiquent aussi le départ du chef de daïra et la réalisation de structures de services et administratifs dont ceux des impôts, des domaines, de Sonelgaz, un tribunal, un hôpital, ainsi que le soutien à l'investissement et au tourisme et à toute initiative génératrice d'emplois pour les jeunes.

F.H.



Libye

Une coalition de milices annonce un cessez-le-feu

■ *Le coalition hétéroclite de milices, notamment islamistes, a indiqué dans un communiqué avoir accepté «un cessez-le-feu» à condition que «les autres parties respectent la trêve».*

Par Zaid G.

Une importante coalition de milices libyennes, Fajr Libya, qui contrôle notamment Tripoli, a annoncé vendredi un «cessez-le-feu» sur tous les fronts, sur fond d'avancées à Genève dans des négociations entre plusieurs des parties au conflit.

Cette coalition hétéroclite de milices, notamment islamistes, a indiqué dans un communiqué avoir accepté «un cessez-le-feu» à condition que «les autres parties respectent la trêve».

Elle fait notamment référence aux forces du général Khalifa Haftar, alliées au gouvernement reconnu par la communauté internationale, contraint de se réfugier dans l'est du pays quand Fajr Libya s'est emparée en août de la capitale Tripoli et dont l'autorité est contestée par un gouvernement parallèle. Plusieurs parties libyennes participent depuis mercredi à une réunion à Genève sous l'égide de l'ONU, visant à tenter de sortir la Libye du chaos dans lequel elle s'est enfoncée depuis la chute de

Mouammar Kaddafi en octobre 2011. Elles sont parvenues vendredi à un accord sur un calendrier en vue de former un gouvernement d'unité, selon un communiqué de l'ONU.

Fajr Libya, qui ne participe pas à ces négociations, s'est engagée «à ouvrir des couloirs de sécurité pour la fourniture d'une aide humanitaire», tout spécialement pour Benghazi, la deuxième ville du pays qui échappe au contrôle du gouvernement reconnu par la communauté internationale.



La coalition a aussi appelé la communauté internationale à déployer des efforts afin d'empêcher «les combattants étrangers

d'arriver en Libye». Des groupes jihadistes se sont en effet implantés dans le pays, où l'organisation Etat islamique a notamment établi une branche et installé des camps d'entraînement, selon le Pentagone.

La frontière au sud de la Libye vers le Sahel a en outre été récemment qualifiée de «hub terroriste» par le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui a estimé que la communauté internationale devra se saisir en 2015 de «cette question sécuritaire brûlante».

L'économie libyenne a par ailleurs été durement touchée par l'effondrement de la production de pétrole, passée à plus de 1,5 million de barils par jour avant la révolte de 2011 à quelque 350 000 en décembre après des attaques contre des terminaux pétroliers dans l'est.

La banque centrale a fait état, cette semaine, d'un déficit budgétaire de 18,6 milliards de dollars pour l'année 2014.

Z. G. / AFP

La Banque centrale plaide pour des mesures d'austérité

LA BANQUE centrale libyenne a plaidé jeudi pour la mise en œuvre de mesures d'austérité, en vue de maîtriser le déficit budgétaire qui a atteint 18,6 milliards de dollars en 2014, plombé par l'effondrement de la production pétrolière.

«Des mesures urgentes sont nécessaires, aussi douloureuses soient-elles, afin de mieux gérer nos dépenses et répondre aux besoins quotidiens de la population», a indiqué l'institution financière dans un communiqué.

L'autorité monétaire a également souligné que le déficit budgétaire pourrait avoir un «effet négatif» sur les réserves de change, notant indirectement qu'elle avait déjà commencé à y puiser pour

maintenir le pays à flots. «En raison des dangers qui apparaissent, la Banque centrale va prendre temporairement des mesures d'austérité pour maintenir les réserves de change jusqu'à ce que la situation revienne à la normale», a-t-elle précisé. La Banque centrale a, entre autres, souligné que la chute des cours sur les marchés internationaux avait aussi contribué à la crise financière en Libye. La production pétrolière qui s'élevait, avant la révolte de 2011, à plus de 1,5 million de barils par jour, représentant 95% des exportations du pays et 75% de ses revenus, est tombée à quelque 350 000 barils par jour en décembre. K.M.

Tunisie

Mehdi Jomaa invité de l'émission «Saat Hiwar»

Au cours d'une visite, vendredi, au siège de la Radio, Jomaa a aussi insisté sur la nécessité de conserver ces archives dans des systèmes informatiques adaptés conformément aux standards internationaux pour plus d'efficacité.

Il a, à cette occasion, salué le rôle des agents et cadres, employés des archives de la Radio, dans la gestion et le développement des moyens de conservation des archives qui, a-t-il dit, représentent la

mémoire nationale et constituent un patrimoine culturel.

Selon un communiqué du service de presse de la Présidence du gouvernement, cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'évolution des méthodes de conservation des archives de la Radio nationale, après une première visite effectuée en octobre dernier, rappelle la même source.

Lors de cette visite, le Chef du gouvernement s'est rendu au Studio 8 qui vient

d'être réaménagé et doté d'équipements de pointe.

Il a également inauguré le nouveau bus de transmission en direct que la radio vient de recevoir dans le cadre d'un projet de partenariat avec la Suisse.

Mehdi Jomaa était l'invité de l'émission «Saat Hiwar» où il a abordé plusieurs thématiques attachant à la situation sécuritaire, politique et sociale dans le pays.

Ahmed L.

Maroc

Baisse des recettes des investissements étrangers

En 2014, le déficit commercial a baissé de 6%, à -186,4 MMDH contre -198,3 MMDH en 2013. Le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore de 3 points à 51,3% en 2014 contre 48,3% une année auparavant.

Les importations hors énergie enregistrent une hausse de 3,5% à 291,2 MMDH à fin 2014, contre 281,5 MMDH à fin 2013. Ainsi, le taux de couverture des importations

hors énergie par les exportations s'élève à 67,6% contre 65,9% en 2013.

Par ailleurs, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 28,5 milliards de dirhams (MMDH) en 2014, contre 27,7 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 2,6%, selon l'Office des changes.

Malgré cette performance, les recettes d'IDE ont régressé de 12,3%. Les dépenses liées à ces investissements ont baissé de

48,7% durant cette période, précise l'Office qui vient de publier les indicateurs préliminaires des échanges extérieurs de l'année 2014.

Quant aux recettes des Marocains résidant à l'étranger (MRE), elles ont affiché une amélioration de 2,2%, atteignant 59,1 MMDH au titre de l'année précédente, contre 57,9 MMDH en 2013.

K.N/ Agence

Sahara occidental

Un prisonnier politique entame une grève de la faim

Le prisonnier politique sahraoui Abdelkhalek El Merkhi a entamé jeudi dernier, depuis sa cellule à la prison marocaine d'Ait Meloul, une grève de la faim, a-t-on appris d'une source du ministère des Territoires occupés et de la Communauté sahraouie établie à l'étranger. Le prisonnier

politique sahraoui a entamé cette grève pour protester contre les dures conditions de son emprisonnement, réclamant son droit à un procès équitable ainsi que le contact avec le monde extérieur, comme le garantissent les conventions internationales des droits de l'homme, a ajouté la même source.

Abdelkhalek El Merkhi a participé à plusieurs manifestations pacifiques réclamant l'autodétermination et l'indépendance du peuple sahraoui et a soutenu les victimes de violations des droits de l'homme commises par l'occupation marocain contre les civils sahraouis.(SPS)

Mauritanie Remaniement ministériel

UN REMANIEMENT ministériel a été opéré, vendredi en

Mauritanie, sur proposition du Premier ministre, a annoncé la présidence de la République mauritanienne. Ce

remaniement, premier du genre au gouvernement de Yahya Ould Hademine, nommé par le président Mohamed Ould Abdel Aziz après sa victoire à l'élection présidentielle, qui s'est déroulée le 21 juillet dernier, concerne huit ministères dont celui des Affaires étrangères et de la Coopération.

Voici, par ailleurs, la liste des ministres concernés par le remaniement :

- Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération : M^{me} Fatma Vall Mint Soueinae.
- Ministre des Finances : Mokhtar Ould Diay
- Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Mines : Mohamed Salem Ould Béchir.
- Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement : Mohamed Ould Khouna
- Ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle et des TICS : Dia Moktar Malal
- Ministre de la Culture et de l'Artisanat : M^{me} Hindou Mint Ainina
- Ministre de la Jeunesse et des Sports : M^{me} Coumba Ba
- Ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères et de la Coopération chargée des affaires maghrébines et africaines et des mauritaniens de l'étranger : M^{me} Khadijetou Mbareck Fall.

APS



Europe

Opérations antiterroristes après un attentat déjoué en Belgique

■ Démantèlement d'une cellule sur le point de tuer des policiers en Belgique, interpellations près de Paris, coup de filet dans la mouvance islamiste à Berlin: l'Europe est depuis vendredi sur le pied de guerre face aux jihadistes, après les attentats dans la capitale française.

Par Ali.O

Paris, où il a reçu le secrétaire d'Etat américain John Kerry, François Hollande a appelé à une réponse «collective» et «ferme» face au terrorisme auquel «nous (...) faisons la guerre». Samedi, le président français doit à nouveau s'exprimer dans son fief de Tulle (centre). Une semaine après les attaques jihadistes qui ont fait 17 morts dans la capitale française, l'enquête progresse: 12 personnes, soupçonnées d'un «possible soutien logistique» aux tueurs, ont été placées en garde à vue dans la région parisienne.

De son côté, le président américain Barack Obama a assuré vendredi que les Etats-Unis et le Royaume-Uni continueraient «à faire tout ce qui est en (leur) pouvoir pour aider la France pour que justice lui soit rendue», au cours d'une conférence de presse commune avec David Cameron. Les deux responsables ont dit leur détermination à contrer «l'extrémisme violent qui radicalise, recrute et mobilise».

En Belgique, une vaste opération a été menée pour «démanteler une cellule terroriste et son réseau logistique» sur le point de «tuer des policiers sur la voie publique et dans les commissariats», selon le parquet fédéral.

Elle s'est illustrée par un assaut de la police jeudi soir à Verviers (est) pendant lequel deux suspects sont morts après avoir riposté avec des armes de guerre. Treize per-

sonnes ont été arrêtées, dont cinq ont été inculpées pour «participation à un groupe terroriste». Trois ont été placées en détention préventive, deux remises en liberté sous conditions et les huit autres ne font pas l'objet de poursuites.

En outre, deux Belges ont été interpellés dans les Alpes françaises alors qu'ils tentaient de fuir vers l'Italie. La Belgique avait délégué un mandat d'arrêt européen à leur encontre.

La justice n'a pas révélé l'identité des deux hommes tués lors de l'assaut, mais selon des comptes jihadistes sur Twitter, il s'agirait de Radwan Haqawi et Tareq Jadoun. La presse belge affirme qu'il s'agit de deux jeunes de Verviers partis en Syrie et revenus dans leur ville à l'insu de leurs familles.

L'un des hommes inculpés, qui se trouvaient avec eux dans l'appartement au moment de l'assaut, identifié comme Marouane T. par la presse belge, «nie être allé en Syrie et être impliqué dans un projet d'attentat», a déclaré son avocat, Didier de Quévy. Il explique sa présence sur les lieux par sa participation à un trafic de drogue.

L'avocat, cité par les journaux du groupe Sudpresse, a expliqué que des documents saisis à Verviers liaient les jihadistes présumés aux menaces de représailles proférées mercredi contre des librairies bruxelloises si elle distribuait le dernier numéro de Charlie Hebdo. Les membres du réseau s'apprétaient à passer à l'acte, «au maximum sous quelques jours», a assuré le parquet. Le trio



Ph. > D. R.

était en possession notamment de «quatre fusils de type Kalachnikov» ainsi que d'armes de poing, de munitions, d'uniformes de police, de téléphones portables, de matériel de communication, de documents falsifiés et de grosses sommes d'argent. La cellule planifiait des «attaques dans toute la Belgique», a précisé le porte-parole du parquet fédéral, Eric Van der Sijpt. Plus de 3 000 jeunes Européens sont partis combattre sur le territoire syrien, selon les experts, dont environ 30% sont revenus en Europe. «L'opération a permis de porter un coup important au terrorisme en Belgique», a déclaré Van der Sijpt. La Belgique,

avec 184 ressortissants partis en Syrie, selon les autorités, est un important vivier pour les recruteurs de jihadistes européens. Vendredi, un Belge de 18 ans qui voulait se rendre en Syrie à l'aide de faux papiers été interpellé, a indiqué le maire de Vilvorde (centre), Hans Bonte, à la chaîne de télévision RTL. Les autorités belges enquêtaient sur la cellule jihadiste démantelée depuis plusieurs semaines. «Il n'y a pas de liens entre les attentats à Paris et ceux programmés en Belgique» ni «entre les filières», a insisté le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, même si des échanges d'informations et une

coopération opérationnelle, ont eu lieu entre polices belge et française.

Dans le pays, le niveau de menace terroriste, qualifié de «grave», a été relevé d'un cran, à trois sur une échelle de quatre. La Commission européenne a indiqué avoir aussi renforcé sa sécurité.

Le Premier ministre, Charles Michel, a annoncé que le gouvernement allait déployer des soldats pour renforcer la sécurité, une première en Belgique depuis une vague d'attentats politiques dans les années 1980.

A Anvers, la grande ville flamande où coexistent une communauté juive et une importante population musulmane, des militaires seront mobilisés dès samedi matin dans la ville. A Bruxelles, les postes de police filtrent les entrées et la surveillance du Palais de justice a été renforcée. Les policiers doivent porter à l'extérieur armes et gilets pare-balles, et patrouiller à plusieurs. Les cours ont été suspendus vendredi dans les grandes écoles juives de la capitale et d'Anvers, ainsi que dans un établissement à Amsterdam, aux Pays-Bas. D'autres mesures ont été annoncées, dont la création dans deux prisons de quartiers spéciaux pour «isoler» les détenus musulmans radicalisés.

A Berlin enfin, une dizaine de perquisitions au sein de la «mouvance islamiste» ont été effectuées vendredi matin. Deux Turcs ont été arrêtés, membres présumés d'un groupe qui envisageait «un acte violent, grave en Syrie». A. O.

Points chauds

Complotisme

Par Fouzia Mahmoudi

L'une des questions qui tiraillent aujourd'hui les observateurs politiques français est de savoir quel impact les attentats terroristes qui ont frappé leur pays il y a une dizaine de jours auront sur l'électorat du Front National. L'attaque islamique qui a ensanglanté Paris aura-t-elle aidé à pousser plus d'électeurs dans les bras du FN, ou bien la gestion assez chaotique de cet attentat aura-t-elle déçu les récents convertis frontistes ? Mais ces questions semblent aujourd'hui dérisoires au vu des nouvelles provocations de Jean-Marie Le Pen qui semble bien décidé à saboter tous les efforts entrepris par sa fille pour faire de leur parti un mouvement plus respectable. Ainsi, après l'attaque islamiste ayant visé Charlie Hebdo, le président d'honneur a énoncé des théories complotistes à même de déstabiliser et même de détourner les plus récents soutiens du FN. «Ces passeports oubliés des frères Kouachi me rappellent le passeport d'un terroriste tombé de l'avion en feu le 11 septembre 2001, et préservé par miracle. New York était en flammes, mais le passeport est resté intact. Aujourd'hui, on nous dit que les terroristes sont des idiots, voilà pourquoi ils auraient laissé les documents dans la voiture. La fusillade à Charlie Hebdo ressemble à une opération des services secrets, mais nous n'avons pas de preuves. Je ne pense pas que les organisateurs de ce crime soient les autorités françaises, mais elles ont permis à ce crime d'être commis. Ce sont pour l'instant des suppositions.» Le fondateur du parti frontiste affirme également que le drame qui a touché le journal français ne change pas ses sentiments à son égard. «Je ne suis pas Charlie Hebdo. Ce journal anarchiste était l'ennemi direct de notre parti le Front national, et ses journalistes, il y a quelques années, rassemblaient des signatures pour une pétition exigeant notre interdiction. Et tous ces politiciens, qui sont sortis manifester, ce ne sont pas des Charlie, mais des charlots !» Des déclarations qui peuvent sembler anodines, surtout venant d'un provocateur tel que Le Pen, mais qui peuvent avoir un réel impact négatif sur les électeurs les moins convaincus de sa successeuse qui seront alors possiblement rebutés par les sorties de son père. Reste à voir dès les 22 et 29 mars les élections départementales de mars 2015 si l'attitude de Le Pen père aura échaudé certains aspirants électeurs ou si au contraire de nouveaux sympathisants trouveront dans la rituelle charge anti-immigration du FN les réponses qu'ils cherchent. F. M.

Terrorisme

En France comme en Belgique, la fin du mythe du «loup solitaire»

Les attentats à Paris et le démantèlement de cellules en Belgique font voler en éclats le concept du «loup solitaire», qui se radicalise et passe à l'action seul, sans lien avec une organisation jihadiste, estiment des experts.

Que ce soient les frères Kouachi, tueurs de Charlie Hebdo, Amédy Coulibaly, preneur d'otages de l'épicerie casher à Paris ou les autres jihadistes qui sont passés à l'action au cours des dernières années dans des pays occidentaux, les enquêtes démontrent ou vont démontrer qu'ils avaient tous, plus ou moins tenu mais incontestable, un lien avec des organisations ou la mouvance islamiste radicale, engagée dans le jihad global, assurent-ils. «Le démantèlement de réseaux constitués en France et en Belgique démontre une fois encore l'inanité du mythe du 'loup solitaire'», assure à l'AFP Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po à Paris. «Cette figure largement fantasmée est une création intellectuelle apparue aux Etats-Unis lorsque la 'guerre globale contre la terreur', lancée par l'administration Bush en 2001, donnait ses premiers signes d'essoufflement.» «L'absence de cibles facilement accessibles dans les terres de jihad amenait une cohorte de supposés experts (...) à alimenter la thèse d'une menace diffuse. Cette

construction d'un ennemi intérieur, par définition insaisissable et omniprésent, tendait à justifier les dispositifs liberticides de type Patriot Act, dont l'efficacité est pour le moins discutable», ajoute ce spécialiste du jihadisme. «Agiter le spectre du 'loup solitaire' ne sert qu'à semer la confusion et à éviter de désigner les vrais responsables de la terreur, soit les donneurs d'ordre implantés au Moyen-Orient.» Saïd et Chérif Kouachi avaient été en contact avec Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), considérée comme la franchise la plus dangereuse du réseau créé par Oussama ben Laden. Quant à Amédy Coulibaly, il s'est réclamé du groupe Etat islamique (EI). «Coulibaly, même s'il semble qu'il n'ait pas eu de contact direct avec Daech (acronyme arabe de l'EI, NDLR), s'est fait leur bras armé», explique Louis Caprioli, ex-chef du contre-terrorisme à la DST. «Il s'est inspiré de leurs menaces contre la France, en a fait son combat (...) C'est la force du discours jihadiste: il pousse à des opérations suicides des gens qui deux mois auparavant n'auraient pas pensé. Leur manipulation des esprits est exceptionnelle.» Pendant longtemps l'exemple ultime du «loup solitaire» a été le major Nidal Malik Hassan, psychiatre de l'armée américaine, qui en septembre 2009 a

tiré sur une assemblée de soldats sur la base de Fort Hood au Texas, faisant 13 morts. S'il a bien agi seul, l'enquête a prouvé qu'il avait été en contact avec Aqpa. «Derrière les attentats islamistes, on trouve toujours un donneur d'ordre», assure Jean-Pierre Filiu. La façon dont ces ordres sont donnés peu varier: même si Al-Qaïda ou l'EI, dans leurs revendications, affirment souvent que «les héros» passés à l'action avaient reçu des instructions précises, les enquêtes démontrent que les jihadistes ont été le plus souvent laissés libres de choisir leurs cibles et leurs modes d'actions. Ils doivent aussi en assurer le financement, qui ne représente jamais de grosses sommes. Pour le centre de réflexion new-yorkais Soufan Group, il faudrait substituer au concept erroné de «loup solitaire» celui de «loups connus», car il apparaît que la quasi-totalité des jihadistes qui passent à l'action étaient connus, et souvent surveillés, par les forces de l'ordre. «Ces individus, qui agissent seuls ou en petits groupes, étaient dans le radar de différentes agences et organisations», écrit-il dans un rapport publié vendredi. «Cela illustre la difficulté qu'il y a à surveiller efficacement des individus qui sont à la croisée de la criminalité et du terrorisme.»



Décès de l'artiste Fatiha Berber

Une icône du théâtre algérien nous quitte

■ La scène artistique algérienne s'est réveillée hier matin sur une mauvaise nouvelle. Il s'agit de la mort de la célèbre actrice algérienne Fatiha Berber à l'âge de 76 ans. L'artiste est décédée à Paris à la suite d'une maladie, ont annoncé ses proches. De son vrai nom Fariha Blal, l'actrice était une icône du cinéma et de la Télévision algérienne et a interprété d'importants rôles qui ont marqué sa carrière. Elle a consacré sa vie à l'art puisqu'elle était la présidente de l'Association des amis de Rouiched.

Par Abia Selles

La scène artistique algérienne est consternée par le décès de l'actrice Fatiha Berber. Elle est décédée vendredi soir chez elle en France, suite à une longue maladie.

Fatiha Berber est issue de la tribu des Blal, de Koudiat Larais de la commune de Legata, dans la vallée de l'Oued Issers, dans la partie centrale de la wilaya de Boumerdès. De son vrai nom Fariha Blal, elle est née le 11 février 1945 à La Casbah d'Alger. Elle a débuté sa carrière artistique très jeune. A ce propos, elle disait dans un entretien à la Télévision algérienne : «J'étais

souvent au théâtre avec ma mère. Un jour, je lui ai avoué que je voulais devenir actrice. Au début elle était étonnée puis elle m'a dit que je devais poursuivre mes études universitaires et après on y pensera.

Mais j'étais pressée d'entamer une carrière artistique et j'ai quitté l'école pour rejoindre le Conservatoire d'Alger».

Elle a débuté sa carrière artistique très jeune avec le chant et la danse. Fascinée par les spectacles de Mahieddine Bachtarzi qu'elle suivait souvent avec ses parents, cela l'amena sur le chemin du Conservatoire d'Alger vers la fin des années 1950.

En 1959, elle a débuté dans

l'orchestre de Meriem Fekkaï avant de rejoindre, quelques mois plus tard, le Conservatoire d'Alger dans la section Art dramatique. La comédienne a participé également à la lutte de Libération nationale.

A l'indépendance, Fatiha Berber renoue avec l'art et jouera dans les Femmes savantes du réalisateur Mustapha Gribi, en 1959, une adaptation de l'œuvre de Molière.

La défunte, connue pour ses célèbres duos avec Rouiched et Athman Ariouet, s'est illustrée de son vivant par un parcours aussi riche que diversifié, en interprétant plusieurs rôles pour le cinéma, le théâtre et la télévi-



Ph. : DR

sion. On la verra ensuite dans *Ah Ya Hassen* et *Les Concierges* de Rouiched ainsi que *Les Chiens* et *Diwan el-garagouz* d'Ould Abderrahmane Kaki.

Fatiha Berber a aussi interprété de nombreux rôles principaux, citons, entre autres, *Fait divers* et

Hassen taxi, ainsi que dans plusieurs téléfilms et feuilletons dont *El-Bedra* (La graine) et *El-la'ib* (Le joueur). Fatiha Berber était présidente de l'Association des amis de Rouiched.

A.S.

Théâtre régional de Batna

«Les femmes de la ville» du TR Constantine fait un «tabac»

La pièce «*Les femmes de la ville*», montée par le théâtre régional de Constantine (TRC), et dont la générale a été donnée au théâtre de Batna, a été chaleureusement acclamée par les férus du 4^e art dans la capitale des Aurès, a-t-on constaté.

Dernière œuvre du TRC, cette pièce mise en scène par Chahinaz Naghouache d'après une comédie de William Shakespeare, «*The merry wives of Windsor*» (Les joyeuses épouses de Windsor) a, par

moments, suscité l'enthousiasme de l'assistance.

Mêlant comédie et tragédie, la pièce de la jeune Chahinaz Naghouache a créé une atmosphère plutôt folâtre sur les planches, à la grande joie d'un public connaisseur, attentif et souvent «participatif».

«*Les femmes de la ville*» met en scène Sir John Falstaff, un lord quelque peu désargenté qui décide de courtiser les Dames Page et Ford, deux joyeuses bourgeoises

de Windsor tenant les cordons de la bourse. Il envoie une même lettre d'amour aux deux femmes en ne changeant que la signature. Les deux amies ne tardent pas à découvrir le pot aux roses et décident, à leur tour, de s'amuser aux dépens du séducteur malhabile.

S'ensuit une série de situations cocasses qui ne manquent pas de ridiculiser Falstaff qui devient rapidement le dindon de sa propre farce.

D.K.

Prix Ibn Batouta de littérature géographique

L'Algérien Saïd Khatibi primé

Le Prix émirati «Ibn Battouta» de littérature géographique 2014 a été décerné au journaliste et écrivain algérien Saïd Khatibi dans la catégorie «Voyage contemporain» pour son livre (*Djanaine E-chark El moultahiba, Rihla fi bilad Essakaliba*), a-t-on annoncé jeudi.

36 œuvres étaient en lice pour ce prix qui récompense chaque année les meilleurs œuvres dans les catégories : meilleure annotation d'œuvres de récits de voyage, livres de géographie arabes et islamiques, meilleur ouvrage sur le récit de voyage contemporain et meilleure étude académique sur les récits de voyage.

L'émirati Mohamed Abid Ghabech a également remporté le même prix que l'Algérien Kahtibi pour son livre (*Ghafouet Eddiab, Rahalate haoula El Alam*).

Le Tunisien Mohamed Ezzahi s'est vu décerner le prix de la meilleure illustration pour son ouvrage (*Tahdib El Atouar fi Ajaib El Amsar*) aux côtés du Yéménite Abdallah Mohamed Habachi et du Syrien Hasni Mohamed Diab qui ont co-réalisé (*Rihlet Aiyen El Yémen ila Istanbul 1907*).

Le Tunisien Housam Eddine Chachia a également reçu le prix de la meilleure illustration pour son ouvrage (*Nacer Eddine Ala el qaoum el kafirine*) et le prix de la meilleure

étude académique sur les récits de voyage pour son livre (*Essafardim oua el Mourisqyoum. Rihlet Ettahdjir oua Ettoutine fi biled El Maghrib 1492-1756 Erriouayet oua el Massaret*).

Le prix de la meilleure chronique a été décerné au Syrien Moufid Nadm pour son livre (*Adniha fi zinzana ...yaoumiyet Essijn*). Les ouvrages et études primés seront publiés par la Fondation culturelle arabe Dar Souidi à Abou Dabi en collaboration avec la

collaboration de la «Fondation arabe d'études et d'édition» Beyrouth.

Le Prix est décerné chaque année par le Centre arabe de la littérature géographique «Irtiyad Al Afaq» en collaboration avec le centre Ibn Battouta de littérature géographique. Les prix seront remis aux lauréats lors d'une cérémonie prévue en avril prochain dans la ville de Constantine dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015».

L. B.

Syndicat national des éditeurs de livres Ahmed Madi réélu président

LE PRÉSIDENT du Syndicat national des éditeurs de livres (SNEL), Ahmed Madi, a été réélu, jeudi soir à Oran, à la tête de ce syndicat pour un nouveau mandat (2015/2018), a annoncé le SNEL vendredi dans un communiqué.

Le vote s'est déroulé lors d'une assemblée générale pour le renouvellement du bureau de cette formation syndicale, tenue en marge du 17^e Salon national du livre abrité à Oran du 12 au 24 janvier.

Le bureau du syndicat a été également renouvelé ainsi que son conseil composé de 17 sièges. 72 membres du SNEL sur un total de 100 représentants de différentes maisons d'éditions de livre sur le territoire national ont participé au vote.

Les deux rapports, moral et financier, de l'ancien bureau du syndicat ont été également débattus lors des travaux de l'assemblée générale, qui a permis, entre autres, l'établissement d'un nombre d'activités et de programmes pour le nouveau mandat, selon le même communiqué. Initié par le SNEL, le Salon national du livre qui se déroule au Palais des expositions d'Oran (la nouvelle ville), comprend plusieurs activités culturelles dont des conférences sur le roman et le roman algérien ainsi que des soirées poétiques.

F.H.

Rendez-vous culturels

Institut français d'Alger
Jusqu'au 23 janvier : Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier : 6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 31 janvier : 7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Musée public national du Bardo
Jusqu'au mois de mars : Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Galerie «L'Art à part»
Jusqu'au 31 janvier : Exposition du photographe Hocine Zaourar.

Maison de la culture de Tiaret
Du 18 au 24 janvier : Festival national de la chanson engagée.

Maison de la culture de Koléa
Jusqu'au 20 janvier : Festival maghrébin de la musique andalouse.



Coup-franc direct



Le prix du bricolage

Par Anouar M.

La défaite de l'EN de handball, et même si elle en a choqué plus d'un, ne devrait pas surprendre les observateurs avertis. En effet, il faut savoir que la sélection qui avait aussi remporté la dernière CAN jouée en Algérie est vieillissante. Avec une moyenne d'âge de 28 ans, l'EN avait besoin d'un nouveau souffle et d'un nouveau départ et cela passait par la sélection de jeunes éléments qui auraient pu donner un plus à cette équipe pour ensuite jouer les premiers rôles à l'avenir. Le fait frappant aussi est que certains oublient que le Championnat national de handball ne s'est pas joué en deux ans, ce qui n'est pas rien et qui est vraiment grave pour un pays de handball et qui doit être une référence pour le continent africain. Le fait d'avoir remporté le titre africain chez nous, a atténué quelque peu la pression et a fait que ces tares n'étaient pas visibles. Il est clair qu'il faudra une véritable révolution pour relancer la petite balle algérienne qui se morfond dans une situation très difficile et qui fait qu'il est urgent de faire dans la formation pour se ressaisir et revoir cette situation qui ne fera que rendre la situation plus difficile pour les Verts qui seront à chaque fois sur pression.

A. M.

Mondial 2015 de handball/Algérie-Egypte (20-34)

Une défaite lourde de conséquences

Algérie, méconnaissable, a chuté lourdement face à l'Egypte vendredi à Doha (20-34) lors de la 1^{re} journée du groupe C du Mondial-2015 de handball, mettant virtuellement fin aux espoirs de qualification au 2^e tour. Le sept national a étreint son titre de champion d'Afrique par une défaite lourde de conséquences puisque, sauf miracle, le rêve de passage au tour principal s'est envolé, les Verts ayant comme prochains adversaires l'Islande, la Suède, la France et la République tchèque.

Que du beau monde! Les Algériens ont pourtant bien débuté la rencontre (4-4 jusqu'à la 10^e minute), avant de sombrer d'une façon inattendue et inquiétante pour se retrouver à 8-12, puis 8-14 à la 26^e min et enfin 9-17 à la fin du premier half. Les Pharaons, 3^e du dernier Championnat d'Afrique des nations à Alger, ont entamé la seconde période comme ils ont fini la première,

c'est-à-dire sur les chapeaux de roue, aidés en cela par la malchance qui a frappé les Verts (plusieurs barres), mais aussi la grande prestation de leur gardien Handawy. De l'autre côté, le gardien algérien Slahdji, diminué physiquement, a été totalement transparent, ce qui n'a pas aidé l'équipe nationale, habituée à ses prouesses quand elle en avait besoin. De même pour Berkous qui,



depuis sa promotion en tant que capitaine d'équipe, semble dépassé par les événements. Les deux ont d'ailleurs suivi presque toute la seconde mi-temps sur le banc des remplaçants. Au fil des minutes, le score ne cessait de prendre de l'ampleur en faveur des Egyptiens, euphoriques, alors que les Algériens, sans âme et manquant d'agressivité, étaient complètement dépassés par les événements. Score final 34-20. Les Verts, sévèrement battus, peuvent faire une croix sur le deuxième

Boumerdès

80 arbitres de la wilaya en regroupement à Dellys

Quatre-vingt arbitres de football issus de la Ligue de Boumerdès sont en regroupement à l'auberge des jeunes de Dellys. Cette initiative planifiée durant la trêve hivernale est organisée par la Ligue de football de la wilaya de Boumerdès au nom du défunt joueur international Nabil Hemani. Au cours de cette période de trois jours, les jeunes arbitres dont la majorité sont des universitaires seront conviés à des séances d'entraînement et des causeries ayant pour thème la préparation physique et psychologique d'une rencontre, l'appréciation de l'arbitre et l'application des lois du jeu (17 lois) notamment la loi 11 relative au hors-jeu. Lesquelles séances de perfectionnement seront animées par des formateurs d'arbitres fédéraux dont le président de la commission Reda Kherbachi et l'ex-arbitre international Sid Ali Bachtobdj et le côté physique par le directeur technique de wilaya, l'ex-joueur de la JSBordj-Menaïel et international espoir Abdelkrim Tonkin. Selon des informations, cette réunion sera rehaussée par la présence de nombreux arbitres fédéraux et internationaux dont Mohamed Bichari et ses deux assistants Mokrane Gourari et Ammar Salouadji.

Le président de la Ligue de football

de Boumerdès, le docteur Saïd Bakri, dira : «Nous usons de tous les moyens pour améliorer et parfaire les connaissances de l'arbitre afin d'élever son niveau, se targuera-t-il. Notre interlocuteur n'a pas manqué de rappeler les arbitres fédéraux et internationaux issus de la wilaya de Boumerdès citant, le docteur Mohamed Bichari, Nassim Doualache, Ammar Salouadji et Mokrane Gourari et tant d'autres affiliés à la Ligue régionale de football (LRFA). Ce dernier, avocat de profession, comme a tenu à le signaler, Saïd Bakri a été récemment promu arbitre assistant international.

Par ailleurs, il est à rappeler aussi que la Ligue de football de la wilaya de Boumerdès a tenu vendredi dernier l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue à la salle Madaur de Boumerdès en la présence de toutes les associations affiliées où de nombreux points relatifs au Championnat ont été débattus. Des félicitations et des reconnaissances ont été accordées par l'assistance à l'équipe de l'ERBOM, leader du groupe de division honneur, pour son parcours en Coupe d'Algérie. Laquelle équipe a été éliminée au 32^e de finale aux tirs au buts par l'ESGuelma, un club de division national amateur.

A. K.

CAN 2015/Groupe B

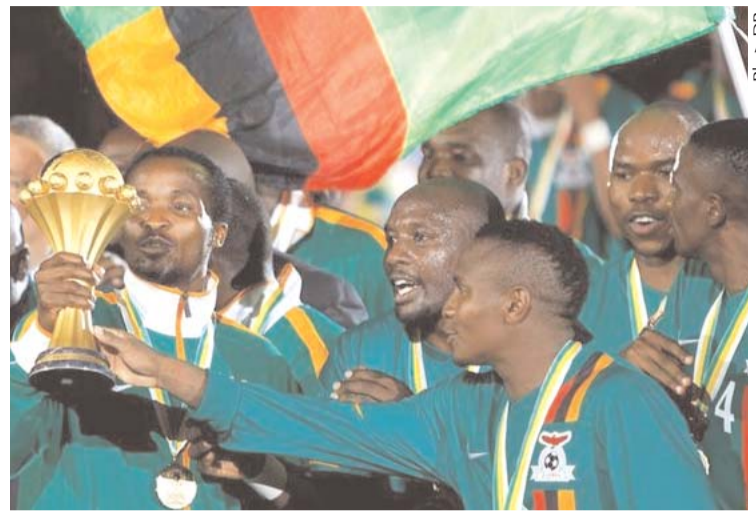
La Zambie et la Tunisie en appel

La Zambie et la Tunisie sont en appel pour leur premier match comptant pour la première journée de la CAN 2015 qui a débuté hier en Guinée équatoriale.

Par Anouar M.

Champion d'Afrique de l'édition 2012, la Zambie tentera de réussir un bon tournoi cette fois-ci encore et devra donc se montrer entreprenante face à la RD Congo, qui a été la véritable révélation dans les éliminatoires.

Les Zambiens savent, néanmoins, que leur mission ne sera pas de tout repos et qu'il faudra donc faire très attention à cette équipe. Le match sera, en tout cas, très disputé surtout qu'il s'agit de la première confrontation et que les deux équipes souhaitent entrer de plain pied dans cette compétition. La Zambie, elle, tentera, de confirmer son statut d'ancien champion d'Afrique et qui devra montrer un bon visage face à une RDC qui est considérée comme outsider mais qui ne se laissera pas certainement faire, surtout que la CAN est un tournoi



Ph. > DR.

unique en son genre et qu'il faudra donc jouer à fond pour ne pas à avoir des regrets ensuite. Pour le deuxième match du groupe B, à savoir celui qui mettra aux prises, la Tunisie au Cap Vert, il est logique de dire que les Aigles de Carthage partent avec les faveurs du pronostic. Les Tunisiens sont décidés à confirmer tout le bien que l'on pense d'eux, surtout qu'ils ont été intraitables dans les éliminatoires. Les poulains de Gorges Leekens sont décidés à jouer à fond et remporter ce match surtout qu'ils auront à faire à une équipe qui

n'est pas vraiment un foudre de guerre. Cependant, le Cap Vert ne se présentera pas en victime expiatoire et tentera de créer la surprise devant le favori de la poule et une des équipes qui devraient jouer les premiers rôles dans cette édition. Les Tunisiens sont donc avertis et ne doivent pas se laisser faire.

Programme

Dimanche 18 janvier
Zambie - RD Congo à 17h
Tunisie - Cap Vert à 20h

A 24 h du match face à l'Afrique du Sud

Gourcuff reste confiant

Christian Gourcuff, l'entraîneur de la sélection algérienne de football a assuré que ses joueurs sont «très motivés» pour réussir leur parcours dans la Coupe d'Afrique des nations-2015 qui débutera samedi en Guinée équatoriale, refusant toutefois d'avancer un quelconque pronostic sur l'issue de leur participation dans cette compétition.

«Les pronostics ne sont pas mon jeu privilégié, je peux avancer en revanche que mes joueurs sont très motivés pour réaliser le meilleur parcours possible», a déclaré le coach français lors d'une émission spéciale CAN, diffusée jeudi soir sur Canal+. Sortie dès le premier tour de la précédente édition de 2013 en Afrique du Sud, l'équipe d'Algérie aborde le rendez-vous équato-guinéen dans la peau du favori, estiment les spécialistes. Ces avis sont appuyés par



l'honorable parcours des Verts lors de la Coupe du monde-2014 au Brésil, durant laquelle, elle avait atteint pour la première fois les huitièmes de finale, ainsi que la domination qu'elle a imposée dans son groupe lors des éliminatoires de la

CAN-2015. Mais Gourcuff a dit ne pas vouloir se référer à cela, insistant que «tout se décidera sur le terrain». Les Verts évolueront dans le groupe C, dit de la «mort», en compagnie du Ghana, du Sénégal et de l'Afrique du Sud. Ils débiteront la compétition lundi prochain face aux «Bafana Bafana» sud-africains à Mongomo, ville où ils ont pris leurs quartiers depuis jeudi. Gourcuff, qui a remplacé le Bosnien Vahid Halilhodzic aux commandes des Verts, après le précédent Mondial, s'est montré, au passage, «satisfait» de son expérience en Algérie, et ce, pour sa première «aventure» avec une sélection nationale.

Auparavant, il avait entraîné seulement des clubs, notamment, le FC Lorient (Ligue 1, France), le club de sa région natale qu'il a dirigé pendant plus de 20 ans.

A.M.

Frederic Kanouté

«L'Algérie est en forme»

L'ancien capitaine de la sélection nationale du Mali Frederic Kanouté a estimé que l'équipe d'Algérie est dans «une phase ascendante» à la veille de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015 qui débute samedi en Guinée équatoriale. «Si je me focalise sur notre groupe (Mali, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Ndlr), j'ai l'impression qu'une de ces équipes pourrait aller jusqu'en finale, notamment le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Face à la Guinée, le Mali va aussi disputer un match très difficile. C'est un gros derby. Notre groupe est très dur. Sinon, l'Algérie est en forme et ils sont dans une phase ascendante. Après, les pronostics sont toujours difficiles dans une Coupe d'Afrique», a déclaré Kanouté sur les ondes de la Radio RFI. Au premier tour de la CAN-2015, l'Algérie évoluera dans le groupe C

avec le Ghana, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Interrogé sur les chances des Aigles du Mali, l'ambassadeur de la Confédération africaine de football durant cette CAN-2015, a estimé que son pays possède une équipe «très solidaire». «On a fini plusieurs fois troisièmes ou quatrièmes. On finit presque toujours à ces places-là. Il nous manque toujours le dernier petit coup de rein pour passer ce cap-là et aller en finale. Après, en finale, tout

est possible.» a-t-il dit. «Même à mon époque, on avait une très bonne équipe. Mais il nous manquait aussi quelque chose. Aujourd'hui, je crois et j'espère que le Mali a une équipe très solidaire. Parfois, ce qu'on perd en qualité, on le gagne en solidarité et en esprit d'équipe. J'espère que ce sera le cas.» Le Mali a hérité du groupe D avec la Côte d'Ivoire, le Cameroun et la Guinée.

Ligue 1 de football «Mobilis» (Mise à jour/15^e Journée)

L'ESS battue par le MCO

LES Sétif s'est inclinée sur son terrain devant le MC Oran (1-2), mi-temps (0-0) en match retard comptant pour la 15^e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football disputé vendredi. Les buts du MCO ont été inscrits par Hicham Chérif (55) et Kamel Larbi (74) et Abdelmalek Ziaya (90) pour l'ESS. La défaite de l'ESS Sétif permet au MO Béjaïa de s'adjuger le titre symbolique de la phase aller, alors que le MCO remonte à la 5^e place avec 23 pts, juste derrière l'ES Sétif (4^e-24 pts).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre Un événement et un contexte

Par Nazim Rochd

A en croire ce que disaient ses responsables, par le magazine français, *Charlie-Hebdo*, ils ont voulu faire de la pédagogie avec les musulmans, pour une raison qui leur est propre, qui puise dans une militance particulière qu'il est difficile d'expliquer à leur cible. Selon eux, le combat pour la liberté d'expression et pour la laïcité devant passer par là. Bien engagé à défier les tabous, *l'Hebdo* s'est acharné à titiller la sensibilité de leurs «élèves», là où il voulait et pouvait faire le plus mal. Il s'est attaqué à tout ce qui leur était le plus sacré. Dans le même temps, les premières caricatures lui ont valu de sortir d'une mortelle crise commerciale et pas seulement, il a gagné en notoriété à l'international, chez des gens qui n'auraient jamais pas même soupçonné son existence. En 2006, tandis qu'il tirait à 140 000 exemplaires, il atteint les 400 000 exemplaires en publiant les caricatures du journal danois le *Jyllands-Posten*. Depuis, il récidive en 2012 et en fait une spécialité en produisant lui-même les dessins. Ceci étant, peu de critiques ont vu une débauche de subtilité ou d'intelligence dans les dessins, dont le contenu est fondamentalement basé sur ce qui peut être jugé blasphématoire. Le résultat en a été ce carnage du 7 janvier, commis au nom d'une vengeance, commis pour châtier dans le sang le sacrilège. Comme riposte aux meurtres des dessinateurs et des journalistes, dans les jours qui ont suivi, ce sera à des millions d'exemplaires qu'il fut décidé de tirer la publication, pour inonder le

monde. Les imprimeries en sont encore débordées et n'arrivent pas à honorer la demande. Dans les faits, il y a aussi du commercial qui se greffe. Le Syndicat français de la presse quotidienne (Spq) rapporte que, le jeudi 8 janvier, les quotidiens ont été vendus à million d'exemplaires, contre 600 000 ordinairement. Par exemple, le journal *Libération* aurait quintuplé ses ventes, et *Les Échos* et *Le Figaro* doublé les leurs. Un indicateur qui autorise à penser que, à tout seigneur tout honneur, *Charlie Hebdo* devait profiter en priorité de l'engouement. Sans cela ce tirage aurait ressemblé à une incompréhensible gabegie. En face, chez une bonne partie des musulmans, hors de France, l'effet est dévastateur. La «pédagogie» n'a pas fonctionné comme voulu. Bien au contraire, tel que prévu, ce fut à un déchaînement des passions que l'on assiste. Là point de place au débat, ni à une quelconque rhétorique. Ce sera l'émotionnel porté à incandescence qui fera le spectacle que vont adorer les promoteurs de la thèse du «choc des civilisations», et les sionistes par la même occasion, friands de montrer ces images de foules hystériques aux Occidentaux. Les images de peuples hostiles et violents, voire barbares, qui servent à déshumaniser et à justifier les massacres en cours et à venir, surtout à venir. Les massacres qui «protégeront» l'Occident du «terrorisme» et dont la répétition générale a commencé en Afghanistan. Bientôt, les «musulmans modérés» rejoindront les foules «fanatisées», dans l'imaginaire, dans une savante confusion, quand seront convaincues les dernières résistances à l'idée. **N. R.**

Tamanrasset

Saisie de 19 000 litres de carburant destinés à la contrebande

Une quantité de 19 200 litres de carburant destinés à la contrebande a été saisie par les services de la sûreté de daïra de Silt (140 km au sud de Tamanrasset), a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette quantité de carburant a été découverte le week-end dernier à bord d'un camion, lors d'une patrouille menée par la police aux environs de la ville de Tamanrasset, alors que le conducteur du camion a pris la fuite, a précisé le chef de la cellule de communication, le lieutenant de police Mourad Triaa. L'opération de fouille s'est soldée par la saisie de cette quantité de carburant emmagasinée

dans 96 fûts de 200 litres chacun, a-t-il fait savoir. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour identifier les personnes impliquées dans cette affaire, a indiqué la source. **Yanis D.**

MULTIPLES ARRESTATIONS DANS LES MILIEUX DJIHADISTES EN EUROPE



Loumis

Djalou@hotmail.com

«Angmlu Tghiwanins»

L'association des maires est née

■ Après plusieurs rencontres à Akbou et Ouzellaguene, environ 30 maires de la wilaya ont mis en place un cadre d'organisation et de concertation qui s'appellera désormais Association des présidents d'APC «Angmu Tighiwaanins».

Par Hocine C.

C'est officiel, l'Association des maires de la wilaya a été créée hier, à l'issue d'une assemblée générale constitutive tenue à la salle des délibérations de l'APC d'Ouzellaguene. Après plusieurs rencontres à Akbou et Ouzellaguene, environ 30 maires de la wilaya ont mis en place un cadre d'organisation et de concertation qui s'appellera désormais Association des présidents d'APC «Angmu Tighiwaanins» ou développement des communes de la wilaya de Béjaïa. Le siège social de cette association sera basé à l'APC de Béjaïa, son président

n'est autre que le maire d'Ouzellaguene, Rachid Beldjoudi, et le 1^{er} vice-président est le maire de Béjaïa, Abdelhamid Merouani. Figurent également dans la composition du bureau exécutif de cette organisation, première du genre, les maires de Souk El-Tennine, Youcef Rezguini, celui de Tifra, Meksen Rabah, et le maire de Tibane, Zahir Attouche, respectivement, 2^e vice-président, secrétaire général et trésorier de cette association. Cette dernière a pour but d'apporter un plus au développement des communes par la recherche de solutions aux contraintes existantes, la formation des maires, etc. Cette association se veut également un

«cadre de débat, de concertation et de propositions pour le développement local de manière générale», comme nous le dira Rachid Beldjoudi, son président. Il faut rappeler que les communes de la wilaya de Béjaïa font face à des multiples problèmes, notamment la faiblesse de leurs budgets, des projets à l'arrêt, le manque de financement et d'infrastructures de base. Cette situation conduit souvent les populations à se révolter en fermant les routes, causant de grands préjudices à l'économie, ce qui se répercute paradoxalement et doublement sur elles. Il y a lieu de noter que les maires issus du FFS n'ont pas adhéré à cette initiative. **H. C.**

Béjaïa

Plusieurs personnes arrêtées pour divers trafics

«Plusieurs affaires ont été traitées par la sûreté de wilaya la semaine écoulée», selon un bilan hebdomadaire qui nous a été communiqué. La première affaire concerne un individu, auteur de vol avec menace à l'arme blanche et dégradation de biens d'autrui. La deuxième affaire est liée à un harcèlement sexuel et insulte d'une jeune fille par téléphone et SMS. L'auteur de ces actes n'est autre qu'un proche de la victime qui voulait se venger pour avoir été chassé de la maison. Il a été placé en détention provisoire par le parquet de Béjaïa pour les faits sus-nommés. La sûreté urbaine du 5^e arrondissement a mis fin aux agissements de deux autres malfaiteurs qui ont agressé à l'arme blanche un homme répondant aux initiales Z.F. 30 ans aux

quatre chemins pour lui subtiliser 15 millions de centimes, un téléphone portable et d'autres objets. Les portraits-robots des individus établis, les enquêteurs ont pu arrêter l'un d'eux en flagrant délit de vol d'une tablette électronique appartenant à I.M. Les deux mis en cause, A.B., 41 ans et B.Z., 38 ans, connus des services de police pour des faits similaires, ont été présentés devant le parquet de Béjaïa qui a ordonné leur détention provisoire pour vol avec violence et menaces, sachant que B.Z. (38 ans) est accusé aussi de dégradation d'une vitre d'un bureau à la gare routière. Enfin, un dealer (S.A.K) âgé de trente quatre ans a été interpellé par les agents de police de la sûreté de daïra d'Akbou. Il a été pris en flagrant délit de vente de kif traité sur la voie ferrée, derrière l'OPOW de Guendouza (Akbou). Il avait en sa possession trois morceaux de kif traité de 14,08 g, une somme d'argent représentant les revenus de la drogue écoulée et un couteau. Il a été écroué «pour détention et vente de drogue, détention et port d'arme blanche prohibée», selon la même source. **H. Cherfa**

Tizi Ouzou

Des ceintures explosives détruites par les forces de l'ANP

CINQ ceintures explosives, six bombes de confection artisanale et une sacoche pour micro-ordinateur piégée ont été découvertes et détruites vendredi à Ain El Hammam (Tizi Ouzou) par un détachement des forces de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage menée hier 16 janvier 2015 au lieu-dit Darna près d'Iboudrarenne, daïra d'Ain El Hammam, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tizi-Ouzou (1^{re} Région militaire) a découvert et détruit sur les lieux cinq ceintures explosives, six bombes de confection artisanale, une sacoche pour micro-ordinateur piégée, une quantité de munitions et d'autres objets», précise la même source. **APS**